

VEILLE NUMERIQUE - ROYAUME-UNI

Economie numérique et régulation, télécommunications et réseaux, données, nouvelles technologies, écosystème *tech*

SOMMAIRE

Fait marquant

- Le Ministre de la Vaccination exclut l'introduction d'un « passeport vaccinal » au Royaume-Uni

Economie numérique et régulation

- Le Gouvernement souhaite créer une nouvelle agence dédiée aux innovations de rupture
- 18 institutions ont appelé le Chancelier de l'Echiquier à introduire une taxe sur les ventes en ligne

Télécommunications et réseaux

- Le Gouvernement lance une consultation sur la réforme de la législation sur les infrastructures numériques
- Un rapport estime que le *Superfast Broadband Programme* aurait apporté 2,7 Md£ à l'économie britannique depuis 2012

Données

- Deux hôpitaux britanniques utilisent la *blockchain* pour leur gestion des vaccins contre la Covid-19

Nouvelles technologies

- Selon un rapport commandité par le Gouvernement, le marché des véhicules autonomes au RU représenterait 41,7 Md£ en 2035

Ecosystème tech

- Le fond de soutien aux start-ups *Future Fund* a octroyé 1,067 Md£ d'emprunts convertibles sur 8 mois

Principales levées de fond de startups britanniques entre le 25 janvier et le 7 février 2021 :

- Omnipresent, HR (plateforme de gestion RH à distance) : Série A, 15,8 M\$
- Provar, *Testing* (solution de test de la plateforme de CRM *Salesforce*) : Série A, 17 M\$
- Riverlane, *Quantum* (système d'exploitation pour ordinateurs quantiques) : Série A, 20 M\$
- Oyster, HR (plateforme de gestion RH à distance) : Série A, 20 M\$
- Limitless, AI (automatisation des réponses du service client) : Série B, 10 M\$
- Token, *FinTech* (plateforme d'*open banking*) : Série B, 15 M\$
- Vortexa, AI (analyse de données énergétiques) : Série B, 19 M\$

- [Wren Therapeutics](#) [britannico-suédoise], *BioTech* (traitements contre Alzheimer et Parkinson) : [Venture Round, 12,4 M£](#)
- [LoveCrafts](#), *Platform* (plateforme de rencontre d'amateurs d'artisanats) : [Venture Round, 16 M£](#)
- [Storfund](#), *FinTech* (financement de sites de e-commerce) : [Venture Round, 36,5 M\\$](#)
- [Rockley Photonics](#) [américano-britannique], *Hardware* (solutions optiques intégrées) : [Venture Round, 65 M\\$](#)
- [BigChange](#), *HR* (management de main d'œuvre mobile) : [Private Equity Round, 75 M\\$](#)
- [LendInvest](#), *FinTech* (plateforme d'investissement immobilier) : [Debt, 500 M£](#)

Rapport [en anglais] :

[Doing things differently, How the UK could use post-Brexit flexibility, Global Counsel, January 2021](#) : le rapport du cabinet de conseil estime que le numérique fait partie des secteurs pour lesquels la divergence réglementaire entre l'UE et le RU semble inévitable.

- Les objectifs gouvernementaux qui sous-tendent cette analyse :
 - La volonté de placer la transformation digitale de l'économie, et notamment l'IA, au cœur de la stratégie industrielle britannique (qui doit être révisée à l'automne).
 - La révision probable du cadre de protection des données afin de réduire les coûts de conformité au RGPD, tout en s'assurant l'octroi d'une décision d'adéquation.
 - La publication en 2021 d'une nouvelle « stratégie numérique » afin de placer la *tech* au centre de la reprise économique, qui contiendrait deux objectifs principaux : une meilleure utilisation des données dans le service public et un cadre réglementaire favorable à l'émergence de « licornes » (start-ups évaluées à >1 Md\$).
- Les contraintes domestiques et internes à la divergence :
 - La mondialisation des services numériques rend une divergence significative du RU peu favorable aux entreprises du secteur.
 - Une divergence trop importante du RGPD mettrait en péril la décision d'adéquation.
 - La libéralisation de la *tech* n'est pas politiquement populaire du fait des préoccupations liées au pouvoir des grandes plate-formes (cf. projet de loi sur les contenus préjudiciables en ligne, par exemple).
- Les domaines de divergence possibles :
 - Tout en restant proche des exigences du RGPD, le RU pourrait réduire certaines formalités imposées aux entreprises en termes de protection des données. Le RU pourrait également réguler plus soupagement certains domaines que l'UE souhaite encadrer, comme l'intelligence artificielle.
 - Le Gouvernement pourrait introduire un soutien public financier plus important au développement de technologies innovantes et aux infrastructures numériques (notamment les réseaux 5G).

FAIT MARQUANT

Le Ministre de la Vaccination exclut l'introduction d'un « passeport vaccinal » au Royaume-Uni

Lors d'un [entretien](#) télévisé à la BBC le dimanche 7 février, le Ministre de la Vaccination Nadhim Zahawi a annoncé que le Gouvernement n'introduirait pas de « passeport vaccinal » au Royaume-Uni. La vaccination n'étant pas obligatoire, la mise en place d'une application permettant de certifier sa vaccination

contre la Covid-19 « serait discriminatoire ». Cette intervention fait suite à l'idée, évoquée par le Gouvernement début février et relayée par [The Times](#), d'un système permettant aux voyageurs britanniques de prouver leur vaccination contre la Covid-19 aux Etats qui l'exigent comme condition d'entrée sur le territoire. Nadhi Zahawi a indiqué qu'une simple attestation d'un médecin généraliste devait suffire pour ces voyages à l'étranger.

La décision du Gouvernement s'aligne ainsi sur la position de la Commissaire à l'Information, Elizabeth Denham. Lors d'une [audition](#) à la commission sur le numérique de la chambre des Communes le 26 janvier, elle évoquait ses préoccupations vis-à-vis de la création d'un passeport vaccinal au RU, qui risquerait selon elle de créer « une société à deux niveaux ». Elizabeth Denham insistait notamment sur la nécessité de garantir les droits à la protection des données et certaines libertés civiles (en interdisant, par exemple, les politiques RH de « *no jab, no job* » - pas de vaccin, pas de travail).

ECONOMIE NUMERIQUE ET REGULATION

Le Gouvernement souhaite créer une nouvelle agence dédiée aux innovations de rupture – Selon le [Financial Times](#), le Gouvernement travaille sur un projet de loi visant à créer une nouvelle agence de recherche scientifique, indépendante du *UK Research and Innovation* (agence publique de recherche et développement). Financée à hauteur de 800 M£ et relevant du *Department for Business, Energy & Industrial Strategy* (BEIS), elle aurait pour objectif d'investir dans des technologies de pointe, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle et de la donnée. L'agence, dont le nom et l'organisation n'ont pas encore été annoncés, devrait s'inspirer du modèle américain de *Defence Advanced Research Projects Agency* (DARPA), ayant financé des innovations de rupture - initialement à usage militaire - comme l'ARPANET (ancêtre de l'internet).

18 institutions ont appelé le Chancelier de l'Echiquier à introduire une taxe sur les ventes en ligne – Dans une lettre écrite le vendredi 5 février, les directeurs généraux de 18 organisations ont appelé le Chancelier de l'Echiquier Rishi Sunak à introduire une taxe sur les ventes en ligne dans le budget de mars prochain. Ces organisations, représentant plus d'1M de salariés au RU, incluent des chaînes de magasins comme *Tesco Asda* ou *Waterstones*, le propriétaire de centres commerciaux *Hammerson* et le syndicat de commerçants *Usdaw*. La taxe sur les ventes en ligne, accompagnée d'une réduction des *business rates* (taxes locales, portant sur les propriétés non domestiques, calculées sur la base de leur valeur locative de marché et d'un coefficient multiplicateur déterminé par le gouvernement) permettrait selon eux de sauver des milliers d'emplois dans les *brick-and-mortar retailers* (magasins physiques) en rééquilibrant la fiscalité applicable à ces derniers par rapport aux entreprises d'e-commerce *pureplayer*. L'idée d'une *Online Sales Tax* a déjà été évoquée par le Trésor britannique ; dans le cadre d'une [consultation](#) lancée en juillet et portant sur la révision des *business rates*, il indiquait « *explorer les forces et faiblesses potentielles de taxes alternatives* », notamment la mise en place d'un prélèvement de 2 % sur les ventes de biens achetés en ligne, qui permettrait par ailleurs d'alléger les montants prélevés au titre des *business rates*.

TELECOMMUNICATIONS ET RESEAUX

Le Gouvernement lance une consultation sur la réforme de la législation sur les infrastructures numériques – Une [consultation](#) sur l'*Electronic Communications Code* (régulant les droits des opérateurs télécoms d'installer et entretenir leurs appareils sur les terrains publics et privés) a été lancée le 27 janvier afin d'accélérer le déploiement du réseau haut-débit sur le territoire. Elle cherche notamment à recueillir des avis sur les moyens d'accélérer les négociations entre les propriétaires fonciers et les opérateurs en

vue de l'installation d'infrastructures numériques, comme les antennes mobiles ou les armoires à fibre optique. Cette consultation s'inscrit dans la volonté du Gouvernement de déployer un réseau très haut débit (plus de 1 GB/ seconde) permettant de couvrir 85 % du territoire du Royaume-Uni d'ici 2025.

Un rapport estime que le *Superfast Broadband Programme* aurait apporté 2,7 Md£ à l'économie britannique depuis 2012 – Le *Superfast Broadband Programme* est un programme d'investissement public, à hauteur de 2,6 Md£, visant à déployer le haut débit (plus de 30 MB/seconde) dans les zones non couvertes par les opérateurs. Son [rapport d'évaluation](#), conduit par *Ipsos MORI*, a évalué les bénéfices économiques du programme depuis sa création en 2012 à 2,7 Md£, y compris 17 600 emplois : le programme aurait permis à 5,5 M de foyers d'obtenir une connexion haut débit, augmentant la valeur de leurs biens immobiliers de 1,16 % ; en outre, l'accès au haut débit par les entreprises bénéficiaires du programme aurait permis l'augmentation de leur chiffre d'affaires de 1,9 Md£ au total.

DONNEES

Deux hôpitaux britanniques utilisent la *blockchain* pour leur gestion des vaccins contre la Covid-19 – Une technologie de *blockchain* développée par les entreprises britannique *Everyware* et américaine *Hedera Hashgraph* est utilisée dans deux hôpitaux pour s'assurer que les vaccins contre la Covid-19 restent à bonne température. Elle surveille la température de stockage des vaccins et en conserve un enregistrement numérique chiffré, afin de relever les éventuelles irrégularités avant l'administration des vaccins aux patients. Cette technologie de *blockchain*, utilisée pour la première fois au monde, vise à faciliter la prise en compte des enjeux logistiques posés par les vaccins, qui doivent être conservés à des températures contraignantes (-80°C pour le vaccin *Pfizer-Bio'n'Tech*), en permettant de vérifier avec précision la validité des données sources (la *blockchain* permet de stocker et transmettre des données sans organe de contrôle ou intermédiaire).

NOUVELLES TECHNOLOGIES

Selon un rapport commandité par le Gouvernement, le marché des véhicules autonomes au RU représenterait 41,7 Md£ en 2035 – Selon les prévisions de marché du [rapport](#) du centre d'innovation *Catapult*, commandité par le [Centre for Connected and Autonomous Vehicles](#) (dépendant du *Department for Transport* et du *Department for Business Energy & Industrial Strategy*), le secteur des véhicules connectés et autonomes pourrait représenter 41,7 Md£ et 40 000 nouveaux emplois d'ici 2035 au RU. Le rapport estime notamment que 40 % des ventes des nouveaux véhicules au RU en 2035 auront des fonctionnalités d'auto-conduite. Le Gouvernement a déjà investi près de 200 M£ dans des start-ups britanniques du secteur, et souhaite faire du RU « le meilleur endroit au monde pour déployer les technologies de véhicules connectés », en faisant évoluer la réglementation. Le Gouvernement a notamment lancé en août dernier une [consultation](#) sur l'introduction du système de maintien de la trajectoire automatisé pour des vitesses allant jusqu'à 70 miles/h (112 km/h), permettant de déléguer la conduite du véhicule sur de longues distances.

ECOSYSTEME TECH

Le fond de soutien aux start-ups *Future Fund* a octroyé 1,067 Md£ d'emprunts convertibles sur 8 mois – Lancé le 20 mai, le [Future Fund](#) est un fonds de soutien, administré par la [BBB](#), destiné aux jeunes entreprises innovantes non-cotées ayant une activité économique substantielle au RU (au moins 50 % de leurs employés ou revenus). Il accorde aux start ups des emprunts convertibles (financés par l'Etat) d'un montant de 125 000 £ à 5 M£ pour une durée de 3 ans, à condition qu'un investisseur privé accorde un emprunt identique). Initialement doté par l'Etat de 250 M£ (doublé par un co-investissement privé d'un montant similaire), le montant du fonds a été plus que quadruplé du fait du succès du dispositif et au 24 janvier (soit une semaine avant la date limite de dépôt des candidatures – le 31 janvier), 1,067 Md£ d'emprunts convertibles avaient été accordés à 1 055 entreprises.

Copyright – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Alice WODA (attachée numérique) et revue par Stanislas GODEFROY (chef du pôle sectoriel).